



Gwiyann

Ce numéro est consacré à la Guyane : au mouvement social qui touche le pays depuis plusieurs semaines maintenant, mais aussi à quelques rappels sur le contexte local inévitablement marqué par l'histoire coloniale. La plupart des informations proviennent de camarades pleinement investies dans les actions en cours, notamment de militants et militantes Sud éducation. Nous reprenons également quelques communiqués nationaux de structures Solidaires et un texte à propos du rôle des « 500 frères ». Enfin, en annexe figure le document complet (280 pages) remis par le collectif « Pou Lagwiyann Dékolé ».

Histoire, démographie, économie, social, infrastructures, éducation, etc. : les méfaits du colonialisme

Au 17^{ème} et 18^{ème} siècle, la Guyane est une des colonies esclavagistes de la France. Avec la révolution française, sa situation administrative est une première modifiée pour d'appeler « département » à compter de 1797. En réalité, elle est rapidement utilisée comme colonie pénitentiaire (bagne de Cayenne et quelques autres camps le long de la côte). En 1946, il lui est de nouveau attribué le statut de département.

Il y a 51 ans que « la Guyane britannique » est devenue indépendante : Guyana. Il y a 42 ans que « la Guyane hollandaise » est devenue indépendante : Surinam.

La France s'oppose toujours à ce que « sa » Guyane soit inscrite sur la liste du Comité spécial de décolonisation de l'O.N.U.

La Guyane compte environ 260 000 habitants et habitantes. La moitié de cette population a moins de 25 ans. Les personnes étrangères vivant en Guyane représentent 30 % de la population. Plus de 60 % de la population est issue d'une migration vers ce territoire durant les 30 dernières années (sans compter les migrations depuis la France hexagonale). En Guyane, on parle dans les rues une quinzaine de langues : langues amérindiennes (teko, wayana, wayampi, kalina, ...), langues créoles (créole guyanais, haïtien, martiniquais, guadeloupéens...), langues des *noirs-marrons* - descendants d'esclaves africains ayant fui l'esclavage - (aluku, djuka, saramaka, paramaka, sranantango ...), langues asiatiques (mandarin, hmong), brésilien, anglais, espagnol, néerlandais, français, etc.

L'indice de fécondité est de 3,5 enfants par femme. C'est le plus élevé d'Amérique du sud.

Il y a peu d'industries en Guyane. Le territoire possède des ressources minières (or, diamant...) dont l'exploitation est très opaque et aux mains d'intérêts privés. Le principal employeur est l'état avec son lot de contrats précaires. Les fonctionnaires ont une prime de 40 %, et tout le monde bénéficie d'un abattement de 40 % (impôts sur le revenu).



Les békés antillais (descendants des grandes familles des planteurs esclavagistes) détiennent le monopole des grandes enseignes présentes en Guyane. L'état est propriétaire de 90 % du territoire ce qui entraîne un problème de logements et d'accès à la terre. Le coût global de la vie est plus élevé qu'en France, qu'en Guadeloupe et qu'en Martinique ; les loyers sont plus élevés, l'essence plus chère, et **comme il n'y a pas de commerce possible avec les pays frontaliers du fait des normes européennes**, la population locale n'accède qu'à des produits manufacturés importés et donc plus chers.



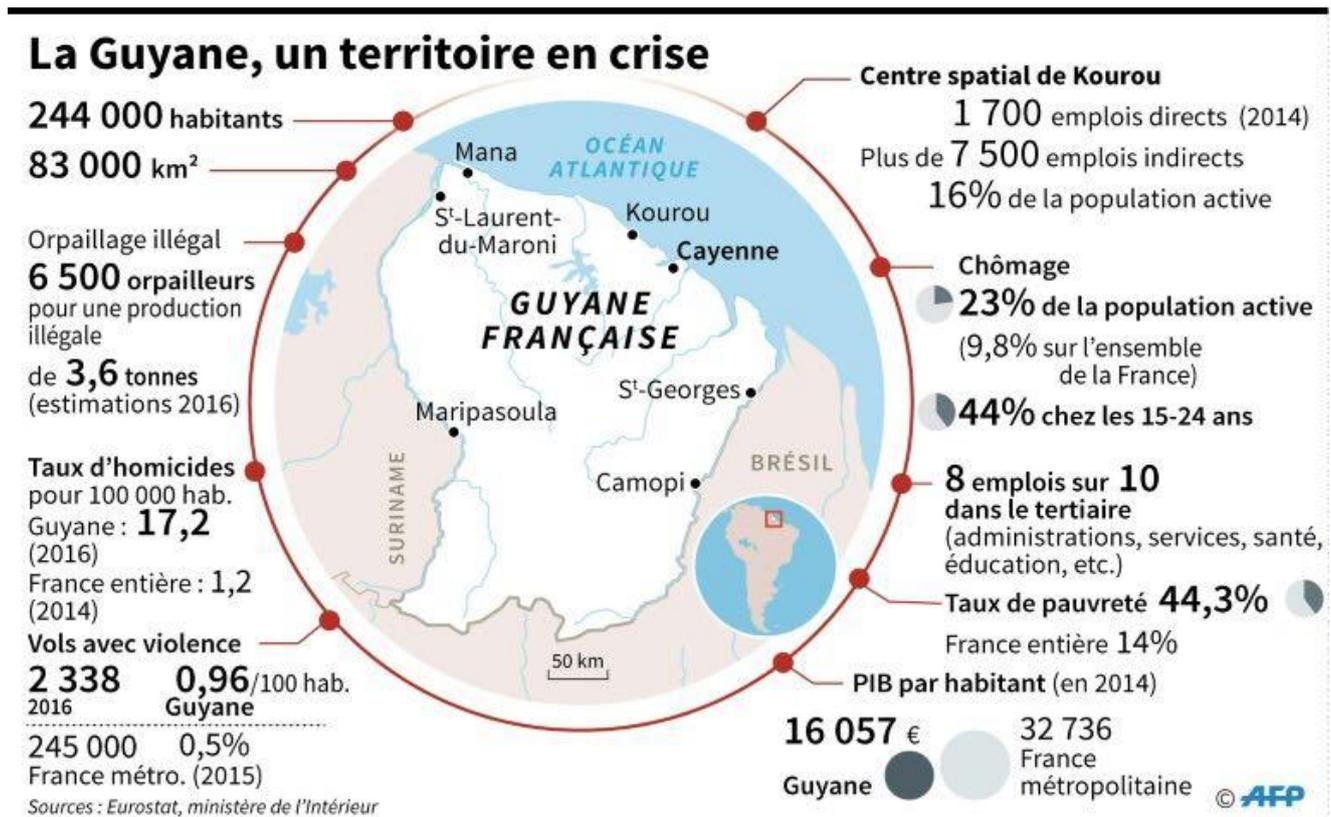
Statue inaugurée à Kourou, au rond-point qui mène au Centre Spatial Guyanais, où les collectifs ont exigé d'être reçus.

Le SMIC est le même qu'en *France hexagonale* alors que les aides sociales sont légèrement inférieures. Le parc de logements sociaux est dérisoire par rapport aux besoins et **l'habitat spontané, parfois sans accès à l'eau et à l'électricité, est monnaie courante.** Les guyanais et guyanaises entre 19 et 25 ans sont souvent dans une situation de survie plus que de simple débrouille. **46% des jeunes de moins de 25 ans non scolarisés sont sans emploi.**

La Guyane est le troisième site mondial de lancement satellitaire avec le centre spatial de Kourou, derrière Cap Canaveral et Baïkonour. Cependant les retombées économiques sont bien minimales en comparaison des bénéfices engendrés par le Grand Capital. **32,5% des familles vivent en dessous du seuil de pauvreté.**

De nombreuses communes ne sont pas accessibles par la route : seulement par avion ou en pirogue. Plusieurs jours de pirogue sont parfois nécessaires selon le niveau des fleuves. La Guyane a la taille du Portugal, ou deux fois celle des Pays Bas.

En Guyane, par respect pour les pratiques coutumières de chasse, on peut se procurer une arme avec une simple pièce d'identité et sans permis de chasse. Beaucoup de gens vivent avec des armes chez eux. 30% de la cocaïne vendue en Europe a transité par le Surinam. La Guyane pays limitrophe est une victime collatérale de ce trafic.



Le mouvement indépendantiste est moins fort en Guyane qu'il ne l'est dans d'autres territoires similaires. De ce fait, dans le cadre unitaire, ce qui est demandé est une évolution statutaire, une autonomie de gestion plus grande, en application de l'article 74 de la Constitution française. Le parallèle est fait avec la situation des Canaries dans l'Etat espagnol. Pour autant, le principal syndicat, l'Union des Travailleurs Guyanais se réfère à l'indépendance, fait partie de la plate-forme des syndicats des nations sans état et a rejoint en 2014 le collectif qui s'était créé pour l'inscription de la Guyane sur la liste des pays à décoloniser, dans la perspective du comité spécial de l'ONU sur le sujet.

Education

3 000 élèves de 3 à 16 ans ne sont pas scolarisés faute d'infrastructures et de personnels. Plus de 9000 jeunes de 18 à 24 ans se retrouvent hors du système scolaire sans aucun diplôme. Plus de la moitié des élèves guyanais du second degré sont boursiers (contre moins d'un quart dans l'Hexagone). Les enseignements ne tiennent quasiment pas compte du contexte local (inter-culturalité, plurilinguisme, histoire et géographie du territoire...) L'Académie détient un des taux records de précarité de son personnel éducatif. 25% du personnel enseignant est non-titulaire. Une grande disparité perdure à l'intérieur du territoire, en termes d'infrastructures et de personnels scolaires. Des situations dramatiques existent dans certaines communes (conditions de travail difficiles, absence de logement pour le personnel enseignant, sites très isolés). Il faut également savoir que certains élèves ont besoin de plusieurs heures de pirogues pour se rendre à l'école chaque jour.

Les camarades de Sud éducation ont notamment publié le texte figurant à la page suivante, qui fait le point sur les revendications dans leur secteur ; à travers différents comptes-rendus et autres écrits, ils et elles mettent en avant quelques éléments importants :

- ☐ La **volonté de certaines composantes du mouvement de se l'accaparer et d'exclure** par exemple Sud éducation de certaines négociations ; la place des camarades dans la mobilisation sur le terrain, leur activité quotidienne ont permis de dépasser en partie ces blocages.
- ☐ Le **rôle du patronat** qui est partie-prenante mouvement.
- ☐ Les **revendications dites « sécuritaires » et pour certaines xénophobes qui ne sont pas acceptables et doivent être combattues.** La place des « 500 frères » interroge : elle est loin d'être négligeable et leur apparition s'apparente souvent à une milice ... dont le caractère populaire et démocratique n'est, pour le moins, pas évident. Mais il semble que leur discours soit beaucoup plus relayé par les médias en France qu'il n'est présent sur le terrain en Guyane. Pour autant, ce groupe, en totalité masculin, est adepte de pratiques et discours virilistes, violents et racistes que nous rejetons.

Les camarades insistent sur l'importance de la prise de parole populaire, grâce à ce mouvement :
« [...] presque chaque petit village a créé un collectif, a écrit ses revendications, a manifesté, a envoyé des délégués à Cayenne pour les négociations... Nous, on avait mis des feuilles blanches avec des thèmes suggérés par la population présente (éducation, santé, transports, etc.) et chacun pouvait écrire ses doléances et ses souhaits. On a traduit en aluku (langue des noirs-marrons), en wayana (langue amérindienne), en anglais (pour les surinamais ou différents étrangers parlant anglais) et en espagnol (pour les dominicains), et on écrivait à la place des non-scripteurs, avec un traducteur à côté ; tout le monde a pu s'exprimer. On s'est ensuite retrouvé à Maripasoula, village voisin, pour faire une synthèse des revendications des 3 villages du fleuve Maroni, puis on a envoyé une délégation à Cayenne pour assister aux négociations, on ne fait pas totalement confiance aux collectifs de la côte, qui oublieront les villages isolés à coup sûr. Nos délégués ont été intégrés aux collectifs de la côte et au collectif qui les regroupe tous : "La Gwiyan dékolé ", et il y a plusieurs camarades de SUD Education dans les délégations et dans la délégation finale [...] »

En résumé, les camarades participent activement au mouvement, car il est évident que le syndicalisme de luttes doit être ... dans les luttes sociales. La priorité, c'est la victoire populaire ; mais cela n'empêche pas d'exprimer réserves ou désaccords sur certaines revendications et certaines méthodes. L'incompatibilité entre les revendications et aspirations patronales d'une part, celles des travailleurs et des travailleuses d'autre part, est indiscutable. Mais la réalité de l'histoire coloniale aboutit parfois à de tels moments...

La Guyane, plus grand département français cumule plus de 3000 enfants de 3 à 16 ans non scolarisés ; plus d'un tiers de jeunes en situation d'illettrisme ; 45% de chômeuses et chômeurs chez les moins de 25 ans (INSEE).

Cet abandon de la jeunesse comme de la population par les institutions a conduit à un mouvement social d'ampleur qui en quelques jours a déclenché la grève générale. SUD Education Guyane s'est joint au mouvement dès son origine et s'investit sur le terrain des luttes (tenue des piquets, soutien logistique, participation à la construction des revendications).

Voici la plate-forme de revendications pour l'éducation portée par les syndicats :

- Infrastructures scolaires : plan de construction de 5 lycées (Maripasoula, Macouria, Saint-Georges, Matoury, Saint-Laurent) 10 collèges et 500 classes de primaire en utilisant les matériaux locaux. Retour ligne automatique.
- Gratuité des transports scolaires et de la restauration en favorisant les produits locaux, fourniture de matériel pédagogique pour tous les élèves.
- Politique académique : valider le principe de la mise en place d'une politique académique adaptée avec l'introduction officielle dès la rentrée prochaine de l'étude des langues maternelles, de l'histoire-géographie du territoire, des sciences en s'appuyant sur les structures technologiques, de recherche et de l'environnement naturel guyanais.
- Mise en place d'un projet académique sur 5 ans avec gouvernance stable et au fait des réalités guyanaises.
CDIisation des contractuels et embauche de 400 ILM (Intervenants en Langues Maternelles).
- Ouverture de filières en relation avec le développement (biodiversité, or, spatial, eau, sciences du vivant et du sol, langues...)
- Université : construction du pôle de Saint-Laurent, création de 20 postes, versement automatique de la taxe professionnelle du CSG (Centre Spatial Guyanais) pour la formation continue.
- Ouverture et stabilisation de filières en relation avec le développement.
- Désenclavement, construction de la route de Bélizon à Maripasoula pour l'accès de tous les élèves (écoliers, collégiens, lycéens et étudiants) à l'éducation.

Elle s'intègre à la plateforme unitaire inter-catégorielle qui est cours d'élaboration.

SUD Education Guyane demande à tous les syndicats SUD Education de soutenir, de relayer et de participer à l'amplification du mouvement actuel ! SUD éducation Guyane rejoint la population de Guyane dans sa volonté de construire un avenir meilleur pour toute sa population : loin des discours haineux et racistes qui nous montent les uns contre les autres, nous appelons tous les hommes et les femmes qui nous écoutent à construire un mouvement populaire et solidaire de révolte contre l'injustice sociale qui fait de notre territoire un des grands oubliés.



La Guyane se lève aujourd'hui et nous devons tous et toutes nous lever avec elle pour construire l'école que nous réclamons depuis tant d'années !

- Nous nous levons pour tous les habitants de la Guyane.
- Nous nous levons contre la non-scolarisation, contre la pauvreté, contre l'incurie des pouvoirs publics, contre une école qui ne prend pas en compte des cultures et des langues qui font partie intégrante de notre identité !
- Nous nous levons pour dénoncer la situation des personnels notamment les précaires qui subissent la pression de leur hiérarchie !
- Nous nous levons contre une école qui n'est plus gratuite et qui discrimine de plus en plus !
- Nous nous levons pour proposer notre projet : une gouvernance collective, démocratique et autogestionnaire !

Ne laissons pas la Guyane aux lois du Marché et à des puissants avides de s'enrichir encore plus !

Levons-nous pour ne plus subir ! Rejoignons les travailleur-seuse-s en lutte ! Tous solidaires pour une école émancipatrice, laïque, gratuite, et accessible à tous et toutes !

Pou Lagwiyann

Dékolé* !

*(Pour que La Guyane décolle)

Soutien aux travailleurs, travailleuses et à la population Guyanaise

Depuis le 27 mars, la Guyane s'est lancée dans une grève générale soutenue par tous les Guyanais et Guyanaises ■ Un affrontement pour faire valoir le droit de tout-es celles et ceux qui habitent ce département le plus vaste de France ■ Une lutte exemplaire à laquelle nous devons apporter notre soutien.



Face au mépris de l'État, la grève générale

Les transporteurs en grève depuis la mi-mars ont commencé par bloquer les routes autour de Cayenne. Le 17 mars, lors de la venue de Ségolène Royal, le "Collectif des 500 frères", qui dénonce l'augmentation de la délinquance dans le département, a envahi la Collectivité Territoriale de Guyane pour exprimer ses revendications.

Conséquence : la ministre de l'Écologie a décidé de partir sans les écouter : un vrai mépris. Il n'en fallait pas beaucoup plus pour accélérer la mobilisation avec la création de collectifs issus de la population sur des bases revendicatives larges en dehors de tout cadre organisationnel habituel. Elle s'est donc regroupée dans plusieurs collectifs, par exemple les peuples autochtones.

Une mobilisation exemplaire.

Les médias ont tardé à relater ce qu'il se passait en Guyane. Il a fallu que les syndicats décrètent la grève générale illimitée, à partir du 27 mars, pour que la métropole daigne s'y intéresser. Ces mêmes médias criaient déjà à l'insurrection violente en mettant le focus sur les "500 frères" en les présentant comme une milice ca-goulée. Or, selon nos militant-es, loin d'être violente, c'est bien une révolte populaire où toute la Guyane pluri-éthnique se retrouve sur les barrages. Dommage pour M. Le Pen et le Front National qui veulent instrumentaliser la légitime colère de la population : Guyanais, métro, Brésiliens, Surinamiens, Amérindiens... bloquent, ensemble, par des barrages. Une leçon pour tous les militant-es mais aussi la métropole.

Un rapport de force construit et assumé

La grève générale et la manifestation de plus de 20 000 personnes (10 % des habitant-es) ont permis de faire plier les autorités locales qui ont dû se mettre du côté de la population forçant le gouvernement à se déplacer en Guyane.

C'est aussi eux qui ont décidé de leurs interlocuteurs/trices et pas le gouvernement, ce dernier allant même jusqu'à présenter ses excuses à tous les Guyanais-es. La population a donc su construire le rapport de force essentiel pour tenter d'imposer des revendications sur tout le champ social : la plateforme revendicative est d'ailleurs bien plus large que la simple demande de vivre en sécurité : éducation et formation – Énergie – Foncier – Santé et social – Sécurité – Économie – Justice – Peuple autochtone – Communes – Sport et Culture – Revendication des Communes, un panel très large porté par la population et les organisations syndicales.

Les revendications exprimées par les collectifs guyanais sont légitimes. Les propositions apportées, à ce jour, par le gouvernement ne répondent pas aux exigences portées par la population qui parle déjà d'un nouveau statut pour la Guyane.

**Partout
en métropole ou
dans les DOM
apportons notre
soutien à la lutte
de la population
guyanaise**

L'octroi de mer, un reste colonial

Héritage de l'empire colonial, l'octroi de mer a été créé pour taxer supplémentairement les produits importés sur les DOM, pour soi-disant favoriser les productions locales. Résultats, ceux que l'on trouve couramment en métropole sont beaucoup plus chers dans les DOMS créant une distorsion entre chaque habitant. En 1992, l'octroi est étendu à l'ensemble des produits aussi



bien fabriqués ou cultivés localement qu'importés. Bref la double peine. Cerise sur le gâteau, l'État en supprimant certaines aides aux collectivités locales a transféré la gestion de cette aide à la collectivité territoriale de Guyane et aux communes en créant une problématique insoluble.

Maripasoula une commune et des habitants sevrés de service public postal

Dans les revendications surgissent quelques unes concernant La Poste, notamment sur la question des colis : « Maintenir l'approvisionnement du fret aérien. Air Guyane doit baisser le prix du fret. Le marché de ce même fret doit être ouvert à d'autres prestataires. Qu'il y ait une meilleure communication des services de frets. Création d'un lieu de stockage à l'aéroport de Maripasoula.

Arrêt du blocage systématique en douane des colis à destination de la Guyane ou de Maripasoula et non paiement de la taxe octroi de mer pour chaque colis à destination de Cayenne. »

Il faut savoir que Maripasoula et d'autres communes de Guyane ne bénéficient pas de distribution six jours sur sept comme le prévoit la loi, simplement parce qu'il n'y a pas de route les reliant aux réseaux. Ensuite depuis qu'Air Guyane a décidé d'arrêter les liaisons de fret suite au non-versement par la Collectivité territoriale de Guyane des compensations financières. La Poste a négocié avec Air Guyane pour emmener le courrier se substituant à la collectivité. Les colis ne sont plus acheminés par avion, mais par pirogue. Bref des habitants d'un département sont traités comme une sous population et pas comme n'importe quel habitant du pays.

Grève générale en Guyane, la santé en coma dépassé, ils ont raison [#NouBonKeSa](#)

Alors qu'en Guyane, l'espérance de vie à la naissance est de 3 ans inférieure à la métropole en 2006,

Alors qu'en Guyane, le taux de mortalité infantile est de 12,1 pour 1000 naissances vivantes contre 3,7 en métropole en 2007,

Alors qu'en Guyane, le taux par million d'habitants de découverte de l'infection par le VIH est de 140 contre 50 en métropole en 2012

Alors qu'en Guyane, il n'existe que 39 médecins généralistes pour 100 000 habitants contre 112 en métropole;

Alors qu'en Guyane, il n'existe que 22 médecins spécialistes pour 100 000 habitants contre 87 en métropole;

Alors qu'en Guyane, il n'existe que 59 infirmiers pour 100 000 habitants contre 107 en métropole.

Alors qu'en Guyane, certaines maladies ne peuvent être prises en charge (neurologie, cancérologie) du fait d'absence de spécialistes.

Alors qu'en Guyane, les politiques de casse de l'hôpital public ont fait des ravages

- **Le Centre hospitalier de Cayenne**, qui gère des centres délocalisés pour une population de 150 000 hab, présente un déficit structurel de 45 millions d'euros et un retard de paiement de 25 millions, les fournisseurs ne veulent plus livrer...
- **Le Centre de St Laurent du Maroni**, couvre 50 000 km² 60% du territoire, 100 000 hab, présente un déficit de 49 millions d'euros avec un retard structurel de 15%
- **Le Centre Médico Chirurgical de Kourou**, souffre aussi d'un déficit chronique avec un déficit structurel de 5 Millions d'euro.

*Alors qu'en Guyane, comme partout en France, le capitalisme dévore les missions de service public, ainsi le Centre Médico Chirurgical de Kourou est en passe d'être cédé au privé lucratif (Rainbow santé) **ce qui accroîtra les inégalités d'accès aux soins.***

Dans ce contexte début 2017, 5 prématurés sont morts d'infection nosocomiale en néonatalogie en 2 mois à Cayenne, une personne âgée a brûlé dans son lit, ce qui fait dire à un sénateur socialiste en séance du Sénat (janvier 2017) que cet hôpital est considéré comme un mouiroir!

Face à cette situation, après une enquête de l'inspection générale des affaires sociales, le gouvernement a choisi la fuite et la démission en ne prenant pas des mesures d'urgence et en gardant secret le rapport d'enquête.

Devant tant d'inégalités et de risques pour la population, la grève générale et l'insurrection sont légitime et justes.

Ces discriminations dans l'accès aux soins sont le fruit de politiques conduites en matière de santé avec notamment la T2A, tarification à l'activité, incapable de corriger les spécificités géographiques ni les surcoûts locaux. L'inégale répartition des richesses, la recherche permanente de la rentabilité et du profit conduisent à ce qu'une morbidité haute des classes populaires côtoie une classe de métropolitains privilégiés.



La Fédération SUD Santé Sociaux Solidaires exige du gouvernement en matière de santé, comme sur toutes les autres inégalités présentes en Guyane, un plan d'urgence accompagné de "rebasage budgétaire" pour l'ensemble des activités qui y sont liées. La reprise par la Fonction Publique Hospitalière du Centre Médico-Chirurgical de Kourou, seule à même de garantir l'accès aux soins pour toutes et tous et la pérennité de l'activité.

Pour la Fédération SUD Santé Sociaux Solidaires, la situation pré-insurrectionnelle qui enflamme aujourd'hui la Guyane est le signe de l'abandon politique dont souffre ce département de la part des gouvernements successifs depuis de longues années. Cette politique est le fait de résidu de pensées colonialistes et ségrégationnistes.

La Fédération SUD Santé Sociaux Solidaires soutient et s'associe au mouvement #Nou-BonKeSa issu de l'union locale des forces syndicales.



Solidarité avec les travailleur-seuse-s de Guyane !

L'Union syndicale Solidaires apporte son soutien à la grève générale en Guyane, votée notamment par les syndicats de l'UGT.

La mobilisation ne cesse de grossir depuis une semaine et s'est étendue dans de très nombreux secteurs. Elle résulte, comme dans beaucoup de DOM et territoires ultra-marins, d'une situation économique et sociale délétère. Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer : un abandon de l'État se comportant parfois comme aux temps des colonies, une violence sociale sans précédent du système capitaliste qui laisse des milliers de jeunes et une grande partie de la population, sans travail, et de paysans et paysannes sans terre.

L'union syndicale Solidaires rejoint la population de Guyane dans sa volonté de construire un avenir meilleur pour toute sa population : loin des discours haineux et racistes qui nous montent les uns contre les autres, nous appelons tous les hommes et les femmes qui nous écoutent à construire un mouvement populaire et solidaire de révolte contre l'injustice sociale qui fait de ce territoire un des grands oubliés. Ce n'est pas en s'en prenant aux populations immigrées des pays voisins que les solutions seront trouvées, mais bien en reconstruisant et en renforçant des services publics laissés à l'abandon. C'est le cas du service public postal, de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'eau et à l'énergie.

La colère de la population de Guyane est légitime. Son expression ne doit pas viser les populations immigrées, ni à fortiori les fonctionnaires en charge des services publics au service des populations, mais au contraire regrouper les travailleur-euses avec ou sans emplois autour des revendications pour l'emploi, pour l'émancipation pour le partage du temps de travail et l'amélioration des conditions de vie. L'Union syndicale Solidaires soutiendra toute initiative renforçant la lutte et la solidarité. Ne laissons pas la Guyane aux lois du Marché et à des puissants avides de s'enrichir encore plus !

Solidarité avec les travailleur-seuse-s de Guyane en lutte !

Paris 27 mars 2017

**144 Bd de la Villette
75 019 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**



ANSANM-ANSANM POU DWA A TRAVAYÈ É PÈP GWIYANN É GWADLOUP

Les Organisations Syndicales **CGTG - FAEN SNCL - FO - FSU - SPEG - SUD
PTT GWA - UGTG - UIR CFDT - UNSA - SOLIDAIRES :**

- Apportent leur soutien et leur solidarité aux Travailleurs et au Peuple de Guyane en lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie et celles de leurs enfants.
- Déclarent que les maux dont souffre la société guyanaise sont la résultante des politiques menées par la France, basées sur la discrimination, le mépris et la ***pwofitasyon***.
- Condamnent avec la plus grande fermeté la tentative de récupération orchestrée par le MEDEF qui veut imposer « sa fameuse zone franche globale sociale et fiscale », véritable zone de non droit, synonyme de destruction des droits sociaux, d'éradication des conventions collectives et du code du travail.
- Exhortent les Travailleurs et le peuple de Guyane à poursuivre la lutte dans l'unité et la solidarité des travailleurs et des peuples.
- Invitent les Travailleurs et le peuple de Guyane à refuser toutes tentatives de division et de stigmatisation des communautés savamment distillées par l'Etat afin de masquer les causes réelles de la révolte et cela dans le but de restreindre les libertés fondamentales.
- Appellent les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe à poursuivre les luttes et à participer massivement au MEETING D'INFORMATION du :

**MERCREDI 5 AVRIL 2017 A 19 H devant le Palais de la
Mutualité et à préparer la mobilisation**

**CAR SOUTENIR LA GUYANE C'EST DEFENDRE LES DROITS
ET INTERETS DES TRAVAILLEURS ET DU
PEUPLE DE GUADELOUPE !**

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES !

Guyane : quand la colonialité dépolitise la contestation

<https://joellepalmieri.wordpress.com/2017/03/30/guyane-quand-la-colonialite-depolitise-la-contestation/>

Joëlle Palmieri est chercheuse en sciences politiques., membre associée du Laboratoire les Afriques dans le Monde (Lam) et membre du Réseau Genre en Action (réseau francophone d'expert-es genre et développement).

La misère guyanaise est inconnue, enfouie, balayée sous le tapis de l'histoire coloniale du département français. Selon l'Office de l'eau en Guyane¹, 46 000 personnes n'ont pas accès à l'eau potable. Le taux de chômage est de 22,3 % (25% pour les femmes et 21% pour les hommes, deux fois plus élevé que celui de la métropole), et de 44 % pour les 15-24 ans. Seuls 50 % de ces jeunes sont scolarisés (60 % en métropole). Le revenu annuel moyen est inférieur de plus de 44 % à celui de l'hexagone et les bénéficiaires des minima sociaux sont trois fois plus importants. Les prix à la consommation y sont supérieurs de près de 12 %², et cet écart augmente pour les produits alimentaires (45 %) et pour les logements (20 %). Le taux de criminalité³ est deux fois supérieur (109,33 %)⁴. En 2008, le nombre d'homicides a atteint le chiffre de 31,1 pour 100 000 habitants (12 fois celui de la métropole), les coups et blessures volontaires 380 pour 100 000 habitants (2 fois celui de la métropole) et les vols à main armée 96,7 pour 100 000 (plus de 20 fois celui de la métropole). Ces niveaux de violence sont notamment les conséquences d'une délinquance particulière liée à la richesse du sous-sol guyanais : l'orpaillage. La Guyane abrite en effet près de 350 sites d'orpaillage illégal, employant entre 5 000 et 10 000 personnes, alors que seules 900 personnes travaillent sur des sites d'orpaillage légaux. L'orpaillage clandestin conduit, selon les estimations de la gendarmerie nationale, à l'extraction et l'exportation illégales de 10 tonnes d'or par an.

Encore moins connu, plus enterré, la Guyane détient le record national du taux de viol sur mineures (départements d'outre-mer compris)⁵ : 37 cas pour 100 000 habitants, contre un cas dans l'hexagone. Ce phénomène se double d'un nombre très élevé de grossesses précoces : 80 fois supérieur à la moyenne européenne, soixante fois le taux de la métropole. En 2014, 34 jeunes filles de moins de 15 ans et 376 âgées de 15 à 18 ans ont accouché en maternité⁶. Une des raisons de ce phénomène est la prostitution occasionnelle. De très nombreuses jeunes filles en échec scolaire ou ayant des problèmes économiques y ont recours⁷. Par ailleurs, ces chiffres sont le résultat des agressions sexuelles, de la quasi-inexistence des informations concernant le planning familial et du faible nombre de personnel judiciaire et médical sur le territoire.



Afin de dénoncer et combattre cette situation désastreuse – tout du moins la partie générique, hors violences sexuelles –, plusieurs mouvements sociaux battent le pavé, érigent des barrages dans les villes, perturbent des liaisons aériennes, ferment des écoles, en vain. **Ils fustigent l'impérialisme spatial français, le pillage du sol, revendiquent des emplois, de meilleures conditions de travail, des formations, des garanties pour la santé et l'avenir énergétique du pays.**

¹ <http://eauguyane.fr/l-eau-en-guyane/eau-potable-et-assainissement/l-eau-potable-en-guyane>

² Rapport de l'Institut national de la statistique et des études économiques publié en 2015, www.insee.fr/fr/statistiques/1908163

³ C'est-à-dire le rapport entre le nombre d'infractions constatées et la population.

⁴ Source : Direction centrale de la police judiciaire – Délégation générale à l'outre-mer, 2008.

⁵ 82 victimes déclarées pour 224 469 habitants recensés en 2011 (57 en Martinique et 64 en Guadeloupe pour le double d'habitants, et 126 à La Réunion pour quatre fois plus d'habitants). Source : Combattre toutes les violences faites aux femmes, des plus visibles aux plus insidieuses. Pascale Vion. CESE. 2014.

⁶ Source : Observatoire régional de la protection de l'enfance, 2015.

⁷ Rapport d'activité du service de gynécologie-obstétrique du CHOG 2011.

De l'ensemble de cette misère spécifique à ce territoire grand comme la région Aquitaine et des luttes qui y sont liées, il en est très peu question sur les ondes et sur les manchettes des journaux hexagonaux. Même attitude au niveau institutionnel. Les informations, les négociations transitent désormais et ostensiblement par des hérauts modernes, au nom et au look marketing. Les 500 frères. Né après le meurtre d'un habitant d'un quartier populaire de Cayenne en février 2017, ce « collectif contre l'insécurité » dit s'emparer des questions économiques et sociales, le chômage, la déscolarisation, etc., et tient ses distances avec les 37 syndicats composant l'Union des travailleurs guyanais (UTG), jugée pas assez dure. Ses actions se veulent musclées et ses revendications visent davantage à renforcer les moyens policiers et judiciaires : éradication des squats, construction d'une deuxième prison, maintien d'un escadron de gendarmes mobiles affecté en renfort, renvoi dans leur pays d'origine des détenus étrangers pour y purger leur peine, soit plus de 50 % des détenus. Les 500 frères dénoncent une immigration non contrôlée⁸. Mickaël Mancée, un des porte-parole, assume la radicalité du collectif en la matière : « *Un voleur mort, c'est un voleur qui ne vole plus* », en sous-entendant que la majorité des voleurs sont des étrangers. Il se dit prêt à mobiliser ses « frères » s'il n'aboutit pas : « *Aujourd'hui, on dialogue. On fait tout pour empêcher une guerre civile. On est tous pères de famille, on n'en a pas envie... Mais si les voyous veulent la guerre, on la fera* ».

Cagoulés et vêtus de noir des pieds à la tête, ces hommes – il n'y a pas de femmes – aujourd'hui soutenus par la population, disent remettre en cause l'abandon des pouvoirs publics. Parmi eux, on compte des artisans, pêcheurs, ouvriers, chefs d'entreprise, d'anciens militaires... âgés de 25 à 55 ans⁹. Leur nom viendrait du film « 300 », un péplum américain sorti en 2007 qui sublime la vaillance et la beauté de 300 soldats spartiates face à l'armée perse, représentée comme barbare et décadente. Même si 100 serait le nombre des membres du collectif, soit un Guyanais sur 3 000, le lien entre le groupuscule et la fiction ainsi que la bande dessinée dont elle est issue, est certainement incarnée par l'idéologie véhiculée : un penchant pour l'ordre et la lutte contre la barbarie, personnifiée par l'Autre. Enfin, « *Frères, parce que la Guyane est notre mère* », explique Mancée.

« *Pères de famille* », « *frères* », fils de la « *mère* » génitrice, êtres de sexe masculin, virils assumés en somme, ces hommes en uniforme revendiquent leurs xénophobie, classisme, paternalisme et sexisme. Ils sont prêts à en découdre, à tuer, à faire la « guerre » aux étrangers, aux pauvres (les squatteurs par exemple) et à protéger « leurs » femmes, sœurs, mères. L'émergence récente de ce groupe fait écho à l'Afrique du Sud, où les manifestations xénophobes et la violence vont croissant, et, en raison des cagoules et du besoin de dissimuler les visages, aux actions des groupes fascistes et des commandos militaires ou policiers.

Car enfin, cette situation critique et la mise en exergue de ce groupuscule manifestement peu progressiste posent question. Elles révèlent un détournement des luttes anticapitalistes, anticolonialistes, anti-impérialistes, une forme d'instrumentalisation des mouvements et par là même la dépolitisation de leurs actions et revendications. On assiste à une mystification viriliste et militariste de la contestation. Ce tour de passe-passe s'inscrit dans une histoire et un contexte anciens. La Guyane connaît une violence extrême et des modes de socialisation qui y sont liés : les relations interpersonnelles ne peuvent se faire que sur le terrain de la violence et ceci relève de l'histoire coloniale post-esclavagiste du département français. L'héritage des relations sociales hiérarchisées imposées par l'esclavage, inhumain, institutionnalisé par l'État et central à l'organisation des territoires dits d'« outre-mer » pendant plus de trois siècles, se traduit aujourd'hui dans les rues de Cayenne, Kourou, Remire-Montjoly, Matoury, etc. La violence entre sexes, classes, races et « autochtones »/migrants traduit une colonialité en marche, où les rapports de domination entre État et territoire, État et populations, populations entre elles, s'imbriquent, se reproduisent, s'étendent, se renforcent, pour parachever des hégémonies profitables à l'expansion du capitalisme.

La double approche des médias classiques et responsables politiques hexagonaux qui consiste d'une part à mépriser la population guyanaise, son quotidien, ses pensées et expressions, et d'autre part à accorder une place de choix à un groupuscule aux pratiques militarisées, xénophobes, sexistes, caractérise leur volonté politique majeure d'exclure le débat, la contestation, l'exercice de la citoyenneté et la démocratie de la scène publique, à la périphérie (outre-mer) comme au centre (hexagone). Prétendre le contraire serait sinon naïf au moins contreproductif.

⁸ Les migrants viennent essentiellement d'Haïti, du Brésil et du Surinam, voisins, et représentent 35 % de la population totale

⁹ Source : Vice, <https://news.vice.com/fr/article/en-guyane-500-freres-contre-linsecurite>.